

Financement de développement en Afrique : Analyse critique

Bertrand Vahavi Mulume¹ et Martin Kambale Vuligho²

Résumé

Le financement du développement a pour primordiale finalité l'éminent objectif d'atténuation de la pauvreté. Or, ce financement se révèle tôt une composante inséparable de la politique étrangère. En tant qu'outil entre les mains des superpuissances, nouvelle forme de rançonnement des pays les moins avancés au profit de ceux développés, il a suscité en nous une réflexion : Est-il une condition suffisante pour éradiquer la pauvreté des pays du Tiers-monde, singulièrement africains ? C'est en démontrant que financer le développement n'est qu'une disposition indispensable et non acceptable que cette recherche souligne son intérêt. Ceci reste d'autant plausible que le vrai mobile de l'appui à la croissance demeure la poursuite, par les pays développés (donateurs), de leurs propres intérêts économiques et politiques.

Mots-clés : Financement, Développement, Éradication, Pauvreté, Intérêts

Abstract

Financing development has the overriding aim of alleviating poverty. However, financing for development soon becomes an inseparable component of foreign policy. As a tool in the hands of the superpowers, a new form of ransoming the least developed countries for the benefit of the developed ones, it prompted us to ask: Is it a sufficient condition for eradicating poverty in Third World countries, and particularly in Africa? By demonstrating that financing development is only a necessary, but not an acceptable, provision, this research underlines its value. This is all the more plausible given that the real motive for supporting growth remains the pursuit, by developed countries (donors), of their own economic and political interests.

Key words: Financing, Development, Eradication, Poverty, Interests

¹ Professeur en Faculté des Sciences Économiques et de Gestion de l'Université Catholique du Graben au Nord-Kivu/RDC : bvahavi@yahoo.fr

² Chef des Travaux en Faculté des Sciences Économiques et de Gestion à l'Université catholique du Graben au Nord-Kivu/RDC.

Introduction

Au début des années 1950, a vu le jour l'économie de développement. Depuis sa genèse, la mobilisation d'une somme requise d'investissement pour le financement de la croissance économique, surtout dans les pays pauvres africains, est l'un de ses principaux soucis. Pour Mamane Boukari (2014), l'allégation de financement du développement repose, d'une part, sur le conservatisme du capital qui réduit mécaniquement le chômage et accroît l'expansion économique. D'autre part, elle légitime le recours aux capitaux étrangers. La raison est que les pays sous-développés mobilisent une épargne interne insignifiante compte tenu de l'effort d'investissement requis pour le financement du développement.

Pour ce faire, d'un point de vue historique, la difficulté du financement du développement est axée sur deux appréhensions théoriques parfaitement distinctes : D'une part, les partisans de la libération des flux de capitaux étrangers (flux publics et privés) nécessaires au développement, et de l'autre, ceux qui estiment le problème du financement non pas comme une carence de moyens financiers en soi, mais comme une défaillance dans la capacité collectrice des ressources et facteurs de production.

C'est pourquoi cette recherche essaie de comprendre ce que signifie « financer le développement », en focalisant l'attention sur une question particulière : « Financer le développement est-ce une condition suffisante pour éradiquer la pauvreté des pays africains en voie de développement ? Augurant une ébauche de réponse à cette question, nous estimons que le financement pour le développement ait été conçu pour, entre autres, l'extinction de la pauvreté sur la planète, singulièrement en Afrique. Autrement dit, c'était pour améliorer les conditions socio-économiques des habitants des pays en développement. Pourtant, la lutte contre la pauvreté semble être le dernier avatar des stratégies de financement du développement qui ont tant nourri l'espoir de résoudre les différents problèmes lancinants de paupérisation dans le Tiers-Monde et d'assurer le « développement » pour tous.

Pour ce faire, notre objectif est-il de vérifier s'il est suffisant de financer le développement pour mettre fin à la pauvreté. Ainsi, notre recherche est-elle exploratoire. Elle se focalise sur l'étude de cas, la littérature et les sources en ligne.

Dans un premier point, nous élucidons le sens théorique de « financer le développement ». Le deuxième évoque les politiques publiques mises sur

ped pour la cause. Enfin, le troisième renvoie la question dans les pays sous investigations et étudie ses effets sur le bien-être des populations.

1. Que signifie « financer le développement » ?

La progression du rendement, l'activation des exportations, la multiplicité et la complexité excessive de l'offre des biens échangeables et non échangeables, l'amélioration de la qualité de l'enseignement et sa comptabilité avec les besoins des secteurs productifs, le développement des services sociaux et la couverture de leurs besoins de financement... sont autant de défis auxquels les pays d'Afrique sont toujours confrontés. L'un de plus difficiles, parmi ceux-ci, demeure la limitation de ressources de financement de l'économie en général.

La Conférence Internationale sur le Financement du Développement de Monterrey³ a traité de cette question. Celle qui était chargée du suivi du financement a été organisée plus tard par les Nations Unies à Doha au Qatar⁴.

Aujourd'hui, la principale question et non encore lâchée est de comment résoudre les défis de développement avec des moyens insuffisants et donc comment canaliser les choix de financement et les actions pour maximiser au mieux les moyens financiers ? Outre celle-ci, convient-il de se livrer à l'invention des tactiques de développement nouvelles et appropriées à la sortie de crise. Les pays ont généralement lutté contre la crise par la réactivation de la demande, notamment par l'accroissement de divers débours publics avec, comme péril, la recrudescence de l'endettement. Ces attitudes, si elles ont pu assurer les équilibres à court terme, portent en leur sein les ferments de retour de la crise sous forme de pénurie des ressources de l'État. Il se pose donc toujours le problème de financer le développement.

Pour Philippe Norel (1997), subventionner le développement, c'est d'abord financer les investissements productifs. Ces derniers sont directement liés à l'activité de production d'entreprises industrielles et commerciales. Ils ont une action directe sur la production et sur l'emploi (Samuelson, 1997).

³Cette Conférence s'est donc tenue du 18 au 22 mars 2002 à Monterrey au Mexique. (<https://www.un.org/french/esa/ffd2002/>).

⁴ Pendant quatre jours de conférence, du 29 novembre au 2 décembre 2008, il a été adopté par consensus la déclaration Doha. Cette dernière avait la mission d'examiner la mise en œuvre du compromis de Monterrey.

L'investissement productif est payé grâce à deux types de ressources : d'abord par l'investissement extérieur, puis par les devises issues des exportations.

1.1. L'investissement extérieur

Il s'agit du concours public ou de l'aide publique au développement (APD) et de l'investissement direct étranger (IDE).

1.1.1. Le concours (ou aide) public (que) au développement

Cette aide est certainement l'acte économique qui a suscité le plus d'espoir au cours du siècle dernier. Un apport massif de divers moyens financiers, d'assistance technique ou mieux d'assistance en marchandises était supposé permettre aux économies des pays pauvres (d'Afrique surtout) de se lancer vers la voie inexorable de la croissance et du développement (Marchant, 2005). Il a été largement reconnu que l'APD reste une source importante et influente de financement du développement. Tel qu'on peut le constater dans la « Note d'information » de l'OXFAM du 17 juillet 2015, une APD sauve des vies et est indispensable pour libérer le potentiel des pays et personnes pauvres et leur permettre de sortir de la pauvreté (Jacquet & Severino, s. d.).

1.1.2. L'investissement direct étranger

L'IDE est celui accompli à l'étranger par des sociétés transnationales ou multinationales afin d'acheter des actifs et de piloter des activités de production sur place (Mallampally & Sauvart, 1999). Son destin est d'être une source importante de financement extérieur privé pour les pays en voie de développement. Contrairement aux grandes sortes de flux de capitaux privés extérieurs, il est principalement expliqué par la perspective des profits à long terme que les investisseurs espèrent réaliser dans des activités de production qu'ils dirigent directement.

Il traduit un investissement dans des implantations de production. Et, il se révèle bien plus important encore pour les pays en développement. Pas uniquement, il accroît les capitaux disponibles et la formation de capital, mais surtout il sert de canal au transfert des technologies de production, des compétences, des capacités d'innovation et des pratiques d'organisation et de gestion et fournit aux installations locales l'accès à des réseaux internationaux de commercialisation (Andreff, 2001).

1.2. Les devises des exportations

À côté des IDE et/ou APD, le développement est ensuite financé par les recettes nettes des exportations. Il s'agit d'un financement interne du développement par l'investissement payable en devise locale. Il est constitué surtout de travaux de construction et d'infrastructures et est financé par l'épargne interne formée en devise nationale.

Notons que, de ces sources interne et externe de financement du développement, tiennent les actions publiques.

2. Les actions (politiques) publiques de financement du développement

L'ambition des politiques de financement du développement est de poursuivre la possible complémentarité entre les différentes sources de financement (externe et interne). Leur idéal est de réaliser les conditions d'une croissance économique susceptible de baisser le niveau de pauvreté et des inégalités dans les pays en développement. Le but est d'impulser le développement durable dans un système économique juste et équitable. Souhaitable, une telle vision s'éloigne de la réalité et des pratiques des institutions de Bretton Woods.

La plupart des pays en voie de développement ont, dans leur recherche d'émancipation en matière de développement, favorisé l'essor de leurs marchés internes et le progrès de leurs industries. Le développement, note John Kenneth Galbraith (1984), se rapporte systématiquement à du capital à investir, à des moyens de production industriels à dégager, considérés comme les vecteurs du progrès.

2.1. Financement extérieur du développement

Habituellement, les établissements financiers internationaux, notamment la Banque Mondiale et le Fond Monétaire International, brandissent l'idée d'une déficience de l'épargne. Ils considèrent cette insuffisance comme l'entrave majeure pour le financement des nations à bas revenu en particulier le financement de l'investissement productif susceptible de baisser de façon notable le degré de pauvreté. Les remèdes qu'ils proposent afin de couvrir leurs déficits en épargne, sont loin d'être des solutions envisageables pour les économies des pays en développement. Devant l'insistance de ces organismes et la pression de certains pourvoyeurs de fonds, ces pays sont amenés à appliquer les politiques économiques

suggérées par eux dans le cadre du programme d'ajustement structurel⁵ et plus tard celles issues du consensus de Washington⁶ (Uzunidis, 2005). Cela symbolise, pour la traduction, la voie exclusive et donc salutaire pour un développement économique à travers les différentes réformes issues de la déréglementation financière. Ces réformes, touchant à la fois le secteur productif (mais aussi financier) ont, en commun, l'amélioration d'un système financier qui va attribuer le capital et réunir l'épargne, le tout aux coûts de transaction plus faibles.

Alors que le système financier s'intéressait au service du financement de l'économie, la quête pour la croissance et le développement économique à travers l'objectif de réduction de la pauvreté et des inégalités, l'a conduit au moyen de lutte contre la pauvreté dans le long terme. Les établissements financiers internationaux ont ainsi accordé une importance croissante à la finance qui va conduire à l'ouverture des économies en développement.

Notons que la récente crise financière a mis en épreuve le cadre institutionnel du système financier. En cela, son inaptitude à déclencher une forte croissance et après perfectionner le bien-être des habitants dans ces pays, a été prouvée. La crise a moins concerné les pays africains en dessous du Sahara en raison de leur faible insertion dans le système financier international. Cependant, elle reporte, malgré tout, les promesses des pays développés en termes d'APD à la réduction des envois des migrants vers leurs pays d'origine et à la diminution des prix des biens primaires affectés à l'exportation. Réellement, l'inaccessibilité de ce pays au marché financier international affecte résolument leurs besoins de financement en ressources externes et donc leur croissance économique.

Le financement extérieur du développement a plusieurs aléas. Il est beaucoup plus constitué d'APD : de dons, de prêts à taux d'intérêt nul ou faible. Par ailleurs, l'aide publique peut être liée (obligation de dépenser dans le pays donateur) ou libre.

Aussi, cette théorie de l'APD appelle-t-elle plusieurs critiques. En premier lieu, elle néglige le fait que l'aide tend à se substituer pour partie à l'épargne interne. Ensuite, elle sous-estime le coût en intérêt des

⁵ L'idée de programme ou plan d'ajustement structurel, appliquée aux pays en voie de développement, est étroitement liée à la spirale infernale de l'endettement international ainsi qu'à la crise de paiement qui l'a suivie au début des années 1980.

⁶Le Consensus de Washington consistait à définir un programme de réformes adressé aux Gouvernements latino-américains, vus comme incapables de résoudre seuls le problème de leurs dettes.

financements extérieurs (dont l'aide). Enfin, elle se fonde sur un taux de croissance déterminé par le volume de l'investissement. Or, ce dernier peut être de qualité douteuse ou associé à des goulots d'étranglement qui en limitent l'efficacité.

La pratique de l'aide est aussi sujette à caution. Pour les marxistes, elle est l'outil du maintien de dominations néocoloniales et à ce titre suspecte. L'aide liée apparaît comme un moyen de fournir des marchés à des entreprises du pays donateur sans que l'efficacité de leur contribution soit toujours évidente. Si l'aide multilatérale apparaît plus désintéressée, son utilisation par la Banque mondiale au service de l'ajustement structurel a suscité de nombreuses critiques. A l'inverse, certains libéraux considèrent aujourd'hui l'aide comme nuisible au développement, car propre à renforcer davantage des structures inefficaces, vouées à réclamer plus d'assistance.

Toutefois, intelligemment utilisée, elle demeure un moyen précieux de bâtir l'infrastructure nécessaire au développement. La conception est qu'un secteur financier réceptif aux banques étrangères favorise d'aimer plus facilement des capitaux extérieurs et peut simultanément perfectionner les conditions de collecte des capitaux au niveau interne.

2.2. Le financement interne du développement

2.2.1. Le financement par les banques

Dans l'essentiel des pays en développement, le financement interne est surtout de nature bancaire : Les entreprises empruntent aux banques et font peu appel aux marchés financiers. La source du financement bancaire est principalement l'épargne des ménages déposée en banque et rémunérée. Or, les autorités plafonnent souvent la rémunération des dépôts par les banques aux déposants. En compensation, cette disposition d'octroyer des crédits peu chers au secteur privé se concrétise. Aussi, l'État emprunte-t-il à un taux faible pour financer son déficit. Par contre, cette attitude pénalise l'épargne. Plus la rémunération est faible, plus les ménages épargneront moins (ou mettront en fuite leur épargne). Par conséquent, l'investissement et la croissance sont arrêtés.

Ce plafonnement des taux d'intérêt bancaires caractérise ce que Mac Kinnon et Shaw appellent la répression financière. (Jacquet & Pollin, 2012) Il s'agit pour eux d'une répression de l'épargne déterminant un manque d'investissement en regard de ce qui serait possible. Ils préconisent d'affranchir les taux d'intérêt que les banques servent. Avec plus de dépôts,

ces dernières fourniront plus de fonds nécessaires aux investissements et octroieront leurs crédits à des projets plus rentables, *a priori* socialement plus utiles.

La critique de cette déréglementation financière vient de Dornbusch et Reynoso (1989). Pour ces auteurs, du fait de l'effet prix (hausse de la rémunération), les ménages tendent à épargner plus et par conséquent, ils tendent aussi à consommer plus du fait d'un effet revenu (leur revenu augmente des intérêts supplémentaires perçus) : l'effet total de l'épargne reste aléatoire. Aussi, n'est-il pas prouvé empiriquement qu'une hausse de l'épargne augmente la croissance, ni qu'une augmentation des taux d'intérêt permet l'efficacité de l'investissement. On a même montré que la répression financière s'accompagne de fortes croissances quand l'État utilise l'épargne pour financer des investissements dans des secteurs générateurs des devises.

2.2.2. Le financement par les coopératives d'épargne et de crédit (COOPEC) et par le secteur informel des tontines

En pays en voie de développement, existent d'autres procédés de financement interne du développement : le financement du développement par les coopératives d'épargne et de crédit et par le secteur financier informel des tontines.

• Les coopératives d'épargne et de crédit

Dans son étude « Coopératives financières, actrices du développement local? Illustration par les COOPEC à Butembo », Alain Nzanzu Tavulyandanda (2020) note que les COOPEC de Butembo ne sont pas restées inertes en développement. Les différents services qu'elles rendent à leurs membres ont stimulé quelque peu l'appui financier nécessaire à l'exercice de leurs activités. Avec le concours de ces institutions, les membres en ont pu réaliser quelques exploits et il en est qui sont cruciaux : la scolarisation des enfants, la construction des maisons d'habitation et de commerce, l'atteinte des soins médicaux, l'acquisition des moyens de transport et des concessions, des champs et des fermes. Les membres reconnaissent, eux-mêmes, avoir atteint certains changements substantiels: diverses habitudes alimentaires, vestimentaires, mode de pratique du commerce et possibilité d'intervention pour les cas sociaux.

Cependant, constate-t-il, si les diverses COOPEC demeurent alors actrices de développement, leur intervention est encore mineure. Leur nature hybride de quête de concilier rentabilité économique et rentabilité sociale s'est avérée non encore réalisable totalement ; même s'il est difficile

d'en nier des actions du point de vue social. Par ailleurs, balancées entre des atouts et des contraintes, elles ont un terrain accueillant à la fois attentif et consommateur de leurs différentes offres auxquelles répond une demande de la part des membres. Sinon, ces institutions ne sauraient se rendre utile pour le développement. Pourtant, tout n'a pas été que rose pour elles. Loin de là, des embûches se sont érigées sur leur route de réalisation de leur mission développementale de Butembo. Autant de difficultés en ont donc amenuisé l'impact tant sur le plan économique (managérial, au niveau institutionnel et conjoncturel) que sur le celui de la nature politico-sécuritaire turbulente. Tout cela entrave le rôle de COOPEC en termes de financement de développement et en limite l'impact.

• *Les tontines*

En Afrique noire, les tontines financent beaucoup une part importante de l'investissement. Elles gèrent fort efficacement le risque. Enfin, elles limitent les coûts de transaction pour des agents qui auraient à payer cher pour accéder au crédit bancaire.

Les tontines sont sans doute « à la finance ce qu'une fugue de Bach est à la musique », à savoir un principe de base d'une suprême élégance et qui contient en germe bien des développements ultérieurs (Norel, 1997).

3. Financer le développement et combattre la pauvreté

Dans ce dernier point, avec un accent particulier mis sur l'APD, nous démontrons que, seule la quantité de l'aide ne détermine pas réellement le développement des pays pauvres. Alors qu'une première tendance soutient que l'APD améliore le bien-être des populations pauvres, nous optons pour la deuxième qui estime qu'elle pose problème et ainsi autres exigences sont indispensables pour aboutir au résultat escompté qui se traduit donc par la lutte contre la pauvreté. Nous nous référons largement à la thèse d'Amewoa Agbessi Komla (2008).

3.1. Aide au développement et amélioration des qualités de vie des pauvres

Nettement précisé, l'objectif de l'APD est donc d'en découdre avec la pauvreté sur la terre. L'aptitude de l'aide a propulsé le développement ne paraissant afficher aucun doute, une interrogation s'est éveillée ; celle de déterminer le montant d'aide nécessaire afin de causer une croissance continue dans les pays pauvres pour en découdre réellement avec la pauvreté.

À cet égard, en 1951, le groupe des experts des Nations Unis s'est intéressé à la détermination des exigences d'aide à l'échelle planétaire. Il découvre qu'une hausse du revenu national par habitant de 2 % en moyenne ne peut être gagnée dans les pays pauvres sans un apport en aide internationale de plus de trois milliards de dollars US par an. Empruntant le modèle de croissance Harrod-Domar pour estimer le montant d'aide nécessaire pour le démarrage des économies en difficultés, Walt Rostow (1960) expose qu'un accroissement de 4 milliards de dollars US en aide extérieure serait requis pour impliquer en Asie, Afrique et Amérique latine une croissance continue.

Pour quelques-uns des auteurs, à l'image de Rosenstein Rodan (1961) et Ragnar Nurkse (1953), la question des pays pauvres est beaucoup plus profonde. Ils vivaient confinés dans un cycle infernal caractéristique du sous-développement. Un faible accroissement de l'investissement ne saurait leur dispenser les difficultés de croissance économique. Ainsi, faut-il que l'aide soit raisonnablement exorbitante pour concourir à casser le cycle infernal de la pauvreté. Exclusivement, cette exigence conduirait à l'élimination de la pauvreté sur la planète.

Rosenstein Rodan (1961) considère qu'il existe un seuil donné de capital par habitant en deçà duquel un pays est astreint à rester pauvre. Il est appelé le seuil du piège à sous-développement". Renforcer leur stock de capital par tête au-delà de ce seuil (seuil de trappe à pauvreté) grâce à l'aide internationale, les amènerait à croître et se développer. Ainsi, l'auteur propose-t-il que l'on procède à un « *big push* » pour l'ensemble de pays pauvres, c'est-à-dire qu'on leur apporte une aide rapide et massive qui est le seul moyen pour éliminer la pauvreté dans le monde.

Ces appels en faveur de l'accroissement de l'aide ont eu un écho favorable sur toute la planète. L'exploit brillant du plan Marshall en Europe et le *boom* des économies d'Europe occidentale qui a suivi ce plan, ont permis de libérer des ressources supplémentaires pour le financement de la politique d'aide étrangère. Les gestes de générosité en faveur des économies en difficultés furent sans précédent.

La politique d'aide au développement en y consacrant une part de leur revenu a été vite l'engagement de tous les "nouveaux riches". Au début, constitué pour la reconstruction du monde d'après la grande guerre de 1939-1945, les institutions de Bretton Woods vont vite se diriger, elles aussi, vers le progrès du développement économique et la lutte contre la pauvreté dans

les pays en voie de développement. L'aide devient ainsi le plus vaste programme de l'humanité.

3.2. L'aide au développement pose problème

Quand bien même l'objectif éminent de baisse de la pauvreté paraît être le principal mobile de l'aide, la division du monde en deux blocs qui a suivi la deuxième Guerre mondiale va très tôt lui attribuer un caractère politique. L'aide internationale devient rapidement un élément indissociable de la politique étrangère. L'étouffement de l'extension du communisme n'est-il d'ailleurs pas un mobile de l'aide américaine dès le départ ? Même si depuis longtemps l'atmosphère politico-économique mondiale a connu de profonds changements, l'aide en tant qu'élément de politique étrangère a très peu changé. Aujourd'hui encore, elle est à la fourche de l'éclosion de l'égoïsme et de la générosité de plus fortunés, raison pour laquelle des voix se sont très levées contre la politique d'aide étrangère.

Quelques-uns des auteurs, notamment Ivan Illich, François Partant, Serge Latouche, Vershave ... et aujourd'hui les Tiers-mondistes désignent l'aide internationale de « désastre ». Selon eux, elle est un instrument au service des superpuissances, une nouvelle forme d'extorsion des pays les plus pauvres, au bénéfice des pays les plus riches (Gélinier et al., 2004). L'aide est aussi considérée par d'autres auteurs, à l'instar de Peter Bauer, Milton Friedman, Jacob Viner, Gottfried Haberler, Griffin, Berg ..., comme une politique qui crée des « inefficiences » dans l'économie mondiale (Amewoa, 2008). Ces opinions contradictoires amènent à se questionner sur les bénédictions de l'aide étrangère.

Beaucoup de projets et programmes dans les pays du Tiers-monde ont été financés par l'aide internationale sous forme de prêts et/ou de dons depuis plus de 50 ans. L'aide aux pays pauvres a été exorbitante peu importe dans le domaine éducatif, médico-social, économique, des infrastructures, de l'équipement et même culturel. En ont tous bénéficié, les pays d'Europe de l'est, d'Asie, d'Amérique latine, ceux issus de la dislocation de l'ex URSS, et d'Afrique. Elle devrait aiguillonner l'activité économique dans les pays bénéficiaires, impliquer des avancées sociales, reconforter la souffrance des populations pauvres, affermir le développement de manière continue.

Curieusement, les pays africains en dessous du Sahara en général, qui tirent parti d'aide internationale depuis leur souveraineté ne sont matériellement pas allés de l'avant de leur situation originelle après un demi-siècle d'aide au développement. Plusieurs ont même reculé. A titre

d'échantillon, le Nigeria, réputé dans la production du pétrole a aujourd'hui un revenu par tête plus bas que celui de 1960.

Contrairement aux succès aigus de l'aide internationale en Asie, il y a des revers lancinants et donc récurrents dans plusieurs pays de l'Afrique subsaharienne, à l'instar de la Zambie, de la République Démocratique du Congo (ex-Zaïre), de la République Centrafricaine, du Congo, la Mauritanie, du Togo, de la Guinée Bissau, etc. Dans presque tous les pays africains en dessous du Sahara, le démarrage économique espéré grâce au financement extérieur ne s'est pas opéré et l'aide internationale au développement n'a laissé derrière elle que des créances fabuleuses. Au total, la majorité des pays africains fléchissent actuellement sous de gigantesques dettes.

Dans la décennie 80, une sévère crise d'endettement a secoué presque tous les pays preneurs d'aide au développement. Elle a conduit à la mise en place, sous l'égide du FMI et de la Banque mondiale, des programmes d'ajustement structurels (PAS), financés une fois encore par l'aide internationale. L'objectif visé par ses programmes est de rétablir l'équilibre budgétaire pris pour inévitable pour le relèvement économique et pour la réaction de la croissance pour les pays en développement. Désolément, les années d'après la mise en œuvre des PAS ont été les plus obscures, principalement pour les économies africaines. Le décollage économique a une fois encore manqué le rendez-vous et on observe parallèlement à la mise en œuvre des APS, une augmentation rapide de la pauvreté.

Conclusion

Ce papier a pour finalité de traiter des procédés de financement du développement. Le financement du développement a été compris comme financement de l'investissement productif en termes de financement extérieur et financement interne. En sus de l'investissement direct étranger, le financement extérieur du développement est constitué de l'aide publique au développement et de l'endettement, etc. Le financement interne du développement tient aux revenus fiscaux que les États mobilisent dans les investissements productifs. Financement externe et financement interne du développement demeurent d'abord complémentaires et puis éventuellement substituables (Norel, 1997).

Faute de bonne gouvernance, de bonne justice, d'éthique et d'équité, le financement extérieur et/ou interne du développement n'arrive pas à booster le développement au sein des pays bénéficiaires (ceux en voie de

développement) et d'éradiquer correctement la pauvreté. D'où, financer le développement demeure bien une disposition indispensable pour éradiquer la pauvreté. Mais ce n'est pas encore la disposition acceptable. Il en faut d'autres telles que : Du côté du bénéficiaire : la bonne gouvernance, la lutte contre le détournement et la corruption, la mise en place d'un cadre juridique favorable aux affaires et la lutte contre l'impunité, etc. et du côté du donateur : la non-poursuite des intérêts voilés, économiques et politiques qui se révèlent le vrai mobile de l'APD.

Bibliographie

- AMEWOA, A. K. (2008). *L'aide au développement aide-t-elle le développement ? Le cas de l'Afrique Sub-Saharienne*. Limoges.
- ANDREFF, W. (2001). L'investissement direct étranger dans le développement inégal des pays en transition. In A. November (Éd.), *Du socialisme à l'économie de marché : Errances de la transition* (p. 127-152). Graduate Institute Publications. <https://doi.org/10.4000/books.iheid.2491>
- DORNBUSCH, R., & REYNOSO, A. (1989). Financial Factors in Economic Development. *American Economic Review*, 79(2), 204-209.
- GALBRAITH, J. K., & BLANCHARD, D. (1984). *La Voix des pauvres ou Ce qu'ils ont à nous dire sur l'économie*. Gallimard.
- GELINIER, O., SIMON, F.-X., & BILLARD, J.-P. (2004). *Développement durable : Pour une entreprise compétitive et responsable / Octave Gelinier, François-Xavier Simon, Jean-Pierre Billard... [et al.]*. ESF éditeur. <https://documentation.insp.gouv.fr/insp/doc/SYRACUSE/120870/developpement-durable-pour-une-entreprise-competitive-et-responsable-octave-gelinier-francois-xavier>
- JACQUET, P., & POLLIN, J.-P. (2012). Systèmes financiers et croissance. *Revue d'économie financière*, 106(2), 77-110. <https://doi.org/10.3917/ecofi.106.0077>
- JACQUET, P., & SEVERINO, J.-M. (s. d.). *L'aide au développement : Une politique publique au cœur du développement durable et de la gouvernance de la mondialisation*. AEFR; AEFR. Consulté 21 avril 2024, à l'adresse <https://www.aefr.eu/fr/article/286-l-aide-au-developpement-une-politique-publique-au-coeur-du-developpement-durable-et-de-la-gouvernance-de-la-mondialisation>

- MALLAMPALLY, P., & SAUVANT, K. P. (1999). L'investissement direct étranger dans les pays en développement. *Finances et développement*, 34-37. <http://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/1999/03/pdf/mallampa.pdf>
- MAMANE BOUKARI. (2014). *La théorie de la libéralisation financière face aux enjeux du financement du développement en Afrique subsaharienne*. [Bordeaux]. <https://www.theses.fr>
- MARCHANT, C. (2005). *Nord-Sud, de l'aide au contrat. Pour un développement équitable—Claude Marchant (Syros)*. https://www.decitre.fr/ebooks/nord-sud-de-l-aide-au-contrat-9782402341783_9782402341783_1.html
- NOREL, P. (1997). *Problèmes du développement économique* (Seuil). <https://www.decitre.fr/livres/problemes-du-developpement-economique-9782020298223.html>
- NZANZU TAVULYANDANDA, A. (2020), *Coopératives financières, actrices du développement local? Illustration par les COOPEC à Butembo* (1. Auflage). (2020). Éditions universitaires européennes.
- ROSENSTEIN-RODAN, P. N. (1961). Notes on the Theory of the 'Big Push'. In H. S. Ellis (Éd.), *Economic Development for Latin America* (p. 57-81). Palgrave Macmillan UK. https://doi.org/10.1007/978-1-349-08449-4_3
- SAMUELSON, A. (1997). *Les grands courants de la pensée économique : Concepts de base et questions essentielles* (5ème). Presses Universitaires de Grenoble.
- UZUNIDIS, D. (2005). Les pays en développement face au 'consensus de Washington'. *Histoire et avenir, AFRI, Annuaire français de relations internationales*, 6. http://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/62_865-879.pdf